

Politique

ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE DES ETATS D'AFRIQUE DE L'EST A LA RDC : QUELS ENJEUX SECURITAIRES POUR LA RDC ?

MUHOZA KARENGANE JUSTIN*
NDOLA BAGUMA BLAISE**
BUGOMA GULIMWENTUGA PRINCE***
NICOLE ASSUMANI ASHA****

Résumé

Le présent travail traite des enjeux sécuritaires de la République Démocratique du Congo face à son adhésion dans la Communauté d'Afrique de l'Est. Il part du constat de la persistance de l'insécurité dans la partie Est du Congo, ce septième Etat à devenir membre de cette communauté. Les groupes armés étrangers actifs au pays sont un facteur de déstabilisation de la région et présentent la particularité d'être d'origine de trois Etats membres de la communauté (Rwanda, Ouganda et Burundi). Ces groupes profitent soit du soutien, soit du laxisme des membres de cette communauté. C'est dans ce climat, que la République Démocratique du Congo adhère à la Communauté des États d'Afrique de l'Est sans définitions des plans stratégiques pour capitaliser sa présence dans cette organisation pleine d'ennemis que d'alliés et poursuivant des intérêts divergeant. Mais à quel prix ?

Mots clés : Insécurité, Communauté des États d'Afrique de l'Est, Groupes armés étrangers

ENLARGEMENT OF THE EAST AFRICAN COMMUNITY STATES TO THE DRC: WHAT SECURITY CHALLENGES FOR THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO?

Abstract

This paper deals with the security challenges facing the DRC as it joins the East African Community. It is based on the persistence of insecurity in the eastern part of the country, which is the seventh state to become a member of this community.

*Assistant à l'Université de Goma, Faculté des Science Juridique, Politique, Administrative et Management, Relations Internationales. Tel : +243998454435, E-mail : karenganejustin@gmail.com

** Assistant à l'Université de Goma, Faculté des Science Juridique, Politique, Administrative et Management, Relations Internationales. Tel : +243990961665, E-mail : blaisebaguma2013@gmail.com

*** Assistant à l'Université de Goma, Faculté des Science Juridique, Politique, Administrative et Management, Relations Internationales. Tel : +243999084568, E-mail : princenews01@gmail.com

**** Assistante à l'Institut Supérieur de Développement Rural/Goma, Option : Droit Economique et Social, Tel : +243975754812, E-mail : nicoleasha@gmail.com

The foreign armed groups active in the DRC are a destabilizing factor in the region, having the particularity of originating from these member states of the community, from which states these groups benefit either from the support or the laxity of the members of this community.

It is in this climate that the DRC joined the Community of East African States without defining strategic plans to capitalize on its presence in this organization full of enemies and allies pursuing diverging interests. But at what cost?

Keywords: *Insecurity, East African Community, Foreigners armed groups*

1. INTRODUCTION

En adhérant à la CAE, la République Démocratique du Congo se retrouve dans une position dans laquelle elle doit brader ses ressources économiques contre sa sécurité dans sa partie Est. En sortira-t-elle gagnante ou perdante ?

« En adhérant à la communauté, le peuple congolais ne veut pas seulement se contenter des bénéfices d'un commerce intra-communautaire, mais il aspire d'abord et surtout à entretenir des relations fondées sur la paix et la sécurité de tous ». ¹² C'est en des termes axés sur les préoccupations sécuritaires dans la région que le Président de la République Démocratique du Congo a émis sa satisfaction de voir se réaliser l'admission de ce vaste territoire qu'il dirige à la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est.

De ce fait, pour ce qui est de la République Démocratique du Congo, la présente réflexion tente de dégager les enjeux sécuritaires. En d'autres termes : Quelles sont les questions sécuritaires que la République Démocratique du Congo mettrait en ordre de priorités dans sa participation à la CAE ? Mais aussi, quelles sont les préalables pour que cette admission dans la CAE devienne un fondement de la paix et de la sécurité de tous, et plus principalement pour la République Démocratique du Congo ?

Les enjeux pour chaque pays sont différents dans cette même communauté des Etats. Ils sont beaucoup plus sécuritaires pour la République Démocratique du Congo, lorsqu'ils sont économiques pour les autres membres de l'union.

Pour répondre à ces questions, notre travail s'articule sur des points tels la nature des Etats membres de la CAE ainsi si que les enjeux sécuritaires de la République Démocratique du Congo dans cette communauté.

¹Radio Okapi, *En adhérant à l'EAC, la RDC aspire aux relations fondées sur la paix et la sécurité (Félix Tshisekedi)*, disponible sur www.radiookapi.net, consulté le 22 avril 2022.

Les questions sécuritaires dans la CAE sont une problématique peu étudiée. D'une part, il s'agit d'une recherche qui touche aux domaines régaliens des États, et d'autre part apporte une attention particulière à la souveraineté des États ce qui en fait un sujet politiquement sensible surtout dans une région qui vit encore les affres de la guerre.

L'approche choisie pour mener à mieux cette étude est systémique. Le système étant un ensemble d'éléments en interaction dynamique, organisés en fonction d'un but.³ Cette approche nous a aidés à considérer la CAE comme un système composé d'éléments (Etats membres) en interactions, de sorte que la nature du comportement des éléments influent le résultat ou la finalité du système.

Cette approche est appuyée par les techniques documentaire ainsi que d'observation directe désengagée, par l'exploitation des différents écrits des auteurs ayant abordé les questions relatives aux questions sécuritaires des États membres de la CAE et du fait d'être des citoyens d'un des États membres, nous avons suivi de près le cours des événements dans la région. Vu la difficulté de rencontrer directement certaines autorités, l'analyse des opinions de ces personnalités ciblées, et ayant accès ou participant de près aux événements et faits nous a été d'une grande utilité.

L'étude menée intéresse tous les sept États membres de la communauté des États d'Afrique de l'Est, mais est basée spécifiquement à la situation sécuritaire en République Démocratique du Congo suite à une longue période des conflits aux graves conséquences qu'ont eu lieu dans ce pays.

Se basant sur le fait que le pays accepterait de perdre économiquement afin de gagner sa paix sur le plan sécuritaire, il y a des forts à risques qu'elle perde doublement.

Pour la RDC, les questions suivantes devraient être prioritaires : la question des ADF qui sont d'origine ougandaise, celle des FDLR venu du Rwanda après le génocide de 1994, les MBORORO dont les origines sont rattachées au Soudan du sud ou les RED TABARA qui sont un mouvement burundais actif sur le territoire congolais.

À défaut de quoi, comme le soutient la théorie réaliste des relations internationales, en défaveur de la République Démocratique du Congo, les Etats membres de la CEA qui en plus de réaliser des avantages économiques, attendraient des ambitions de puissance dans la communauté.

³Aurore Cambien. *Une introduction à l'approche systémique : appréhender la complexité*. [Rapport de recherche] Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU). 2008, 84 p., figures, graphiques, bibliographie - Date d'achèvement : février 2007. hal-02150426.

1. LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'EST (CAE, EN ANGLAIS : EAST AFRICAN COMMUNITY)

1.1. HISTORIQUE⁴

La Communauté de l'Afrique de l'Est a une histoire très intéressante. Il s'agit en effet d'une communauté qui a existé dans le temps, a disparu et a vu encore le jour. Notons tout de même que depuis le début des années 1900, certains Etats membres de l'EAC ont eu à signer des arrangements en vue de favoriser l'intégration entre eux.

Trois pays, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, ont une longue histoire en matière de coopération économique et politique. Ces trois pays ont mis sur pied des structures que plusieurs taxent de précurseurs de la CAE. Il s'agit du Customs Union (Kenya et Ouganda en 1917, rejoint par le Tanganyika en 1927), du East African High Commission (1948-1961), the East African Common Services Organisation (1961-1967) et du East African Coopération (1993-2000) avant de revenir à l'East African Community qui a pré existée de 1967 à 1977.

Après 20 ans sans une organisation régionale à vocation d'intégration dans la sous-région, des négociations entre l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya vont reprendre. Il faudra alors attendre 3 ans, soit en 1999 pour que le traité soit signé à Arusha en Tanzanie. Ce traité entrera en vigueur le 7 juillet 2000.

Quelques années plus tard, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud vont rejoindre la communauté. Le Rwanda et le Burundi sont formellement membres de la communauté depuis 2007 et l'avant dernier pays à rejoindre la communauté fut le Soudan du Sud qui devint membre le 5 septembre 2016.

La République Démocratique du Congo est à ce jour, la dernière venue après la signature du traité d'adhésion par président Felix Tshisekedi, le 29 mars 2022, qui avait fait savoir la volonté de son pays à adhérer à l'East African Community dans une lettre adressée, le 8 juin 2019, au Président Paul Kagame, président en exercice de la communauté à l'époque.

La communauté forte de 7 membres en 2022 est un grand marché de 280 millions de consommateurs qui a son siège à Arusha en Tanzanie. Les sièges des autres institutions de la communauté sont établis dans les pays membres.

⁴Communauté d'Afrique de l'Est, *Historique de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est*, disponible sur <https://www.eac.int/eac-history>, consulté le 1er avril 2020.

1.2. NATURE DES ÉTATS MEMBRES ET INSECURITÉ DANS L'EST DE LA RDC

Les yeux des observateurs intéressés par la question de la paix dans la région des grands lacs et plus précisément dans l'Est de la RDC sont tournés vers cette communauté qui a comme finalité l'aboutissement d'une fédération politique ; une forme de gouvernement régional.

Les intentions de la RDC sont claires et ont été traduites par le vœu de son Président, qui ont sur le premier plan, la stabilisation de la partie Est avec la participation de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Ceci se remarque encore par la promesse de la mise en place d'une force armée régionale avec comme vocation de neutraliser les groupes armés œuvrant dans cette partie du pays et de forcer les groupes armés étrangers à déposer les armes et à rentrer dans leurs pays respectifs.

Cette promesse issue du deuxième conclave des chefs d'Etats de la Communauté sur la situation sécuritaire en RDC, tenue à Nairobi au Kenya ce 21 avril 2022 et qui s'est succédé par des consultations entre gouvernement congolais et groupes rebelles, laisse perplexe plus d'un observateur vu le passé belliqueux que nous partageons avec trois des Etats représentés au dit conclave ; l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

En effet, plusieurs rapports et études parlent du rôle que ces pays ont joué dans la déstabilisation de la RDC sur le plan sécuritaire. Le rapport Mapping des experts des Nations Unies en dit trop sur les rôles joués par les armées rwandaise, ougandaise et Burundaise sur le sol congolais entre 1993 et 2003⁵. La récente décision de la Cour Internationale de Justice condamnant l'Ouganda à payer 325 millions des dollars américains à la RDC en réparation des actes commis par lui sur le sol congolais durant son occupation entre 1998 et 2003 est un fait encore présent dans la tête des plusieurs observateurs. Les plaies causées par ces armées étrangères sur la population congolaise sont encore fraîches.

La Cour Internationale de Justice (CIJ) juge que l'Ouganda a violé les normes internationales en tant que force d'occupation entre 1998 et 2003. Les juges estiment que l'Ouganda est responsable de la mort de 10 à 15 000 personnes dans la région orientale de l'Ituri. Les troupes ougandaises sont également accusées d'avoir pillé de l'or, des diamants et du bois. Rapporte la radio anglaise BBC en date du 10 février 2022.⁶

Des milices et groupes rebelles qui seraient soutenu par des pays membres de la communauté continuent à semer le chaos dans l'Est de la RDC aux coté d'autres groupes

⁵Organisation des Nations Unies, *le Rapport Mapping*, disponible sur : https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/CD/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf, consulté le 28 avril 2022.

⁶British Broadcasting Corporation, *Conflit en RDC : la CIJ ordonne à l'Ouganda de payer 325 millions de dollars pour l'occupation de la RD Congo*, disponible sur <https://www.bbc.com/afrique/region>, consulté le 28 avril 2022.

rebelles et terroristes étrangers tels les ADF (The Allied Democratic Forces) d'origine ougandaise, le RED Tabara et le FNL d'origine Burundaise, le Mbororo d'origine soudanaise et les FDLR (Les Forces démocratiques de libération du Rwanda) d'origine Rwandaise. Plusieurs rapports de la MONUSCO⁷ font état de l'existence des plusieurs groupes rebelles étrangers actifs sur le sol congolais.

A l'interne, les Etats membres de la Communauté ne sont pas homogènes et ont connu des moments très difficiles dans un passé récent. Nous pouvons par exemple citer les tensions politiques entre le Rwanda et l'Ouganda a abouti à la fermeture des frontières terrestres durant 2 ans⁸, le Rwanda et le Burundi qui est toujours en cours, le Rwanda et la Tanzanie, etc. Que penser de cette nature des relations ?

De l'autre côté, plusieurs Etats membres de la communauté affichent une bonne détermination à accompagner la RDC dans la pacification de sa partie Est. Le Kenya continue à offrir ses bons offices pour les consultations entre la RDC et les groupes rebelles ainsi qu'à abriter le récent conclave des Chefs d'Etats sur la situation sécuritaire de la RDC. L'armée Ougandaise, est au front contre les terroristes de l'ADF aux coté des FARDC dans les Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le Burundi a signé des accords de coopération avec la RDC en 2021 sur différents domaines. Les militaires Tanzaniens agissent sous le label des casques bleus des Nations Unies dans l'Est de la RDC. Il n'est donc plus à démontrer combien, les Etats membres de la Communauté sont impatients de pénétrer ce nouveau grand marché qu'est la RDC.

Nous avons donc deux camps ; des pessimistes et des optimistes quant à l'implication effective et efficace de la Communauté dans la restauration de la paix en RDC. Les théories idéaliste et réaliste des relations Internationales y retrouvent leurs fondements.

⁷Monusco, *The Foreign Armed Groups*, disponiblesur<https://monusco.unmissions.org/en/foreign-armed-groups>, consulté le 29 avril 2022.

⁸Le Monde, *le Rwanda va rouvrir sa frontière terrestre avec l'Ouganda fermée depuis 2019*, disponible sur <https://www.lemonde.fr/afrique>, consulté le 28 avril 2022.

Tableau 1 : Vue panoramique des États membres de l'CAE

N.	Pays	Superficie	Populations ⁹	PIB en 2020 ¹⁰	Langues officielles nationales	Ressources du sol et de sous-sol	Armées
1	Burundi ¹¹	27 834 km ²	11,890,781	2.84 Mrd \$	Kirundi, Français et Anglais.	Agriculture et minerais.	- 51 000 hommes en 2019 ¹² - Forces Armées du Burundi (FDN).
2	Kenya	580 367 km ²	53 771 300	98,84 Mrd \$	Swahili et Anglais.	Agriculture et tourisme.	- Kenya Defence Forces - 81 -ème puissance militaire au monde. ¹³ - 29 000 hommes en 2019 ¹⁴ .
3	République Démocratique du Congo	2.345.410 km ²	89 561 404	8,7 Mrd \$	Français, Swahili, Kikongo, Tshiluba et Lingala.	Agriculture, Pétrole et minerais.	- Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) - 134 000 hommes en 2019 ¹⁵

⁹Banque Mondiale, *Les données relatives à Burundi, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Rwanda, Congo, République démocratique du, Soudan du Sud*, disponible sur <https://donnees.banquemondiale.org>, consulté le 23 avril 2022.

¹⁰*Ibid.*

¹¹Banque Mondiale, *Burundi*, disponible sur <https://data.worldbank.org/country/burundi>, consulté le 27 avril 2022.

¹²Banque Mondiale, *Armed forces personnel*, disponible sur <https://data.worldbank.org>, consulté le 30 avril 2022.

¹³*Ibid.*

¹⁴*Ibid.*

							- 76 -ème puissance militaire au monde. ¹⁶
4	Rwanda ¹⁷	26 338 km ²	12 952 209	10.33 Mrd \$	Kinyarwanda, Anglais, Français et Swahili.	Agriculture, tourisme et minerais.	- RDF (Rwanda Defence Forces) - 35 000 hommes en 2019 ¹⁸
5	Tanzanie	945 087 km ²	59 734 213	62.41 Mrd \$	Swahili et Anglais.	Agriculture, minerais et tourisme.	- Tanzania People's Defence Force (TPDF) - 28 000 hommes en 2019 ¹⁹ - 113 -ème puissance militaire au monde. ²⁰
6	Ouganda ²¹	241 037 km ²	45 741 000	37.37 Mrd \$	Anglais et Swahili	Agriculture, tourisme et minerais.	- Uganda People's Defence Forces (UPDF) ²² - 46 000 hommes en 2019 ²³

¹⁵ *Ibid.*¹⁶ Global Fire Power, *2022 Military Strength Ranking*, disponible sur <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>, consulté le 30 avril 2022.¹⁷ Banque Mondiale, *Rwanda*, disponible sur <https://data.worldbank.org/country/rwanda>, consulté le 27 avril 2022.¹⁸ Banque Mondiale, *Op.cit.*¹⁹ *Ibid.*²⁰ Global Fire Power, *Op.cit.*²¹ Banque Mondiale, *Op.cit.*²² Ministry of Defence and Veteran Affairs, *Uganda People's Defence Forces (UPDF)*, disponible sur <http://www.defence.go.ug/updf>, consulté le 30 avril 2022.²³ Banque Mondiale, *Op.cit.*

							- 92 -ème puissance militaire au monde. ²⁴
7	Soudan du sud	619 745 km²	11,193,729	12 Mrd \$	Anglais	Agriculture, Pétrole et minerais.	<ul style="list-style-type: none"> - South Sudan People's Defence Forces - 103 -ème puissance militaire au monde.²⁵ - 185 000 hommes en 2019²⁶

Source: Banque Mondiale, Global Fire Power, Ministry of Defense and Veteran Affairs of Uganda.

²⁴Global Fire Power, *Ibid.*

²⁵*Ibid.*

²⁶Banque Mondiale, *Ibid.*

2. ENJEUX DE L'ADHÉSION DE LA RDC É LA CAE

Selon quelques théoriciens des relations internationales, et tout particulièrement ceux prônant l'idéalisme commercial, l'interdépendance économique peut mener à la paix.²⁷ De ce fait, un Etat qui veut pacifier ses relations devrait donc intensifier ses échanges commerciaux avec ses partenaires.

C'est la logique dans laquelle s'inscrit la réaction de Mike Hammer, alors ambassadeur des Etats-Unis en RDC, lorsque le pays venait d'être admise à la CAE (En anglais, East African Community):

*« Nous voyons maintenant que la République Démocratique du Congo est devenue membre de la communauté des États de l'Afrique de l'Est, c'est important pour promouvoir des bonnes relations économiques parce que l'intégration régionale économique peut aider à faire avancer la paix dans l'Est du pays ».*²⁸

C'est dans la même orientation de pensée que nous avons pu lire sur le compte tweeter du Président ougandais, Yoweri Museveni, à l'annonce du sommet consacrée à cette admission :

*I have personally been waiting for the last 60 years for the Democratic Republic of Congo to return where it belongs (EAC). We now have a bigger market; more investment opportunities for our citizens and we are stronger as we go to negotiate with other blocks.*²⁹

Propos de Yoweri Museveni traduit en français en ces termes³⁰

Emmanuel LUBALA, rappelait en 1998 que le président ougandais a toujours caressé le rêve d'une union d'Etats d'Afrique centrale et orientale au sein de laquelle son pays aurait un rôle primordial à jouer.³¹

L'Ouganda, au travers de son Président, n'est pas le seul membre de la communauté à avoir exprimé des ambitions dans la région.

²⁷Muhindo Mughanda, *Théories des relations internationales*, Presses universitaires de Rwenwori, Beni, 2019, p.37

²⁸Mike Hammer, *L'intégration de la RDC à l'EAC peut aider à faire avancer la paix à l'Est du pays*, disponible sur <https://actualite.cd>, consulté le 22 avril 2022.

²⁹Yoweri Museveni, Tweet du 8 avril 2022, disponible sur <https://twitter.com/KagutaMuseveni/status>.

³⁰Personnellement, cela fait 60 ans que j'attends que la République démocratique du Congo retourne à sa place (EAC). Nous avons maintenant un plus grand marché, plus d'opportunités d'investissement pour nos citoyens et nous sommes plus forts pour négocier avec d'autres blocs.(Texte traduit par DeepL).

³¹Emmanuel Lubala, *Les interventions militaires étrangères au Kivu : prévention du génocide ou voie de puissance ?* in L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001, S. Marysse et F. Reyntjens, sous dir. L'Harmattan, Paris, 1998, p.300.

À quelques jours du sommet des Chefs d'États qui eut lieu le 8 avril 2022, en date du 29 mars 2022, au cours d'un sommet extraordinaire tenu virtuellement et présidé par Uhuru Kenyatta, le Président kenyan, celui-ci déclarait :

*« En effet, la population et le PIB combinés de notre communauté augmenteront de 50 % et 25 % respectivement, ce qui implique une expansion correspondante du marché des biens et services. Ces chiffres impliquent des opportunités de marché élargies pour les producteurs situés dans la CAE dans le cadre de l'Union douanière ».*³²

La réalité est que le Burundi, le Rwanda, tout comme la Tanzanie, tirent d'intérêts économiques importants à voir la RDC adhérer à la CAE. La construction des chemins de fer entre la Tanzanie et le Burundi, puis entre le Burundi et la RDC, mais aussi entre la Tanzanie et le Rwanda en dit long sur cet intérêt.

La stratégie du gouvernement tanzanien, est destinée à construire un réseau de chemin de fer standard qui va relier le port de Dar es Salam à plusieurs pays voisins n'ayant pas accès à la mer.³³

Pour ce qui est de la voie ferroviaire Burundi/RDC, les villes de Bukavu et de Kindu font partie des points ciblés par ces lignes de chemin de fer. *Ce qui occasionnera la liaison de l'océan Indien à l'océan Atlantique par continuité du chemin de fer et le fleuve Congo. Cela facilitera les échanges commerciaux entre les coins du monde.*³⁴

L'on sait déjà qu'en 2018, un projet de chemin de fer entre la Tanzanie et le Rwanda était en gestation. Au-delà de favoriser les échanges commerciaux avec le Rwanda, pays enclavé qui ne dispose pas de voie ferrée, ce projet ferroviaire devrait également concurrencer un projet similaire entrepris au Kenya, qui a pour but de relier le port de Mombasa, le plus important d'Afrique de l'Est, à l'Ouganda et au Rwanda.³⁵

Selon Blomberg, l'admission de la RDC à la CAE ajoutera à cette sous-région près de 90 millions de consommateurs potentiels, élargissant davantage le marché commun à une valeur estimée à 250 milliards des dollars américains.³⁶

Si les réflexions qui précèdent sous-tendent l'importance des enjeux économiques dans ce processus d'admission de la RDC à la CAE, il reste essentiel de pencher sur les

³²Le Hautpanel, *La RDC intègre officiellement la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)*, disponible sur <https://www.lehautpanel.com>, consulté le 22 avril 2022.

³³Moutiou AdjibiNourou, *La Tanzanie signe un accord avec le Burundi pour construire une ligne ferroviaire inter-Etat de 282 km*, disponible sur <https://www.agenceecofin.com>, consulté le 24 avril 2022.

³⁴Mélance Maniragaba, *Corridor central : Vers la construction du chemin de fer reliant le Burundi à la RDC*, disponible sur www.burundi-eco.com, consulté le 25 avril 2022.

³⁵BBC NEWS AFRIQUE, *Une voie ferrée entre la Tanzanie et le Rwanda*, disponible sur <https://www.bbc.com>, consulté le 25 avril 2022.

³⁶Beni Muwawa, *Le Président Tshisekedi formalisera au Kenya l'adhésion de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est*, disponible sur <https://www.agenceecofin.com>, consulté le 25 avril 2022.

préoccupations sécuritaires sans lesquels les objectifs économiques auront difficiles à être atteints.

Les conflits violents et l'insécurité sont le produit d'inégalités économiques, politiques et sociales profondément ancrées.³⁷

Et ce malgré l'appel aux dirigeants africains, le 3 juillet 2006, par l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, à continuer à progresser, en donnant une importance égale au développement, à la sécurité et aux droits de l'homme,³⁸ l'on peut constater que dans la région des Grands Lacs, le développement économique de quelques Etats de la région a été fortement en lien avec l'insécurité en RDC. Nous pouvons le lire dans différents Rapports des Nations Unies.³⁹ Depuis 2010, l'exportation de minerais (cassitérite, coltan et tungstène) est devenue la première source de rentrée de devises du Rwanda, dépassant pour la première fois l'exportation du thé.⁴⁰

Ainsi, si l'insécurité au Congo est liée à des activités économiques profitables à ses voisins, il est fort à se demander ce qu'il en sera pendant que les Etats qui, loin d'être dans la même communauté hier, étaient toujours impliqués dans les conflits au Congo, appartiennent aujourd'hui avec ce dernier au sein de la même organisation sous régionale.

Plus particulièrement, nous voulons nous intéresser au cas de la République Démocratique du Congo, sachant que le pays connaît des situations d'insécurité récurrentes qui partent de plusieurs décennies maintenant, contrairement aux autres membres de l'union.

Pour les libéraux en relations internationales, si une organisation internationale dysfonctionne, il est un danger pour la paix. Au cas où les insuffisances sécuritaires gardent leur emprise dans la région et particulièrement en RDC, il y a fort à s'attendre que la CAE qui devrait être une opportunité de paix et de sécurité dans la région devienne un facteur de profonde dissension dans le futur.

Et comme selon la même théorie libérale, les Etats sont capables de pacifier leurs relations en collaborant au travers de leur participation à des organisations internationales, nous pouvons identifier les attentes du Congo exprimés dans le premier discours de son président lors du sommet des chefs d'Etats tenue à Nairobi le 8 avril 2022. Le peuple congolais aspire d'abord et surtout à entretenir des relations fondées sur

³⁷Cairn.info, *La sécurité en tant que facteur de développement*, Revue de l'OCDE sur le Développement, 2001/3, n°2, pp.137-152.

³⁸Nations unies, *Kofi Annan appelle les dirigeants africains à continuer à progresser, en donnant une importance égale au développement, à la sécurité et aux droits de l'homme*, disponible sur <https://www.un.org>, consulté le 25 avril 2022.

³⁹Nations unies, *Rapport final du groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, New York, 13 février 2008, S/2008/43.

⁴⁰Pierre Jacquemot, *Le Rwanda et la République Démocratique du Congo. David et Goliath dans les grands lacs*, Revue Internationale Stratégique, 2014/3, n°95, p.32-42.

la paix et la sécurité de tous pour reprendre les mots du Président congolais dans ses premières prises de parole en tant que représentant d'un pays membre de la communauté.

3. TROC SÉCURITAIRE OU RELATION GAGNANT – GAGNANT ?

L'Est de la RDC reste affecté par des conflits violents où plusieurs groupes armés notamment étrangers sont actifs. Du Bas-Uélé passant par la Province de l'Ituri, allant dans les régions voisines et particulièrement à Béni dans la Province du Nord-Kivu ou dans le Rutshuru au sud de cette même Province, au Sud-Kivu dans les plaines de la Ruzizi comme dans les plateaux de Minembwe, les guerres ouvertes y ont lieu suite à une présence considérable des groupes armés étrangers qui continuent de poser des problèmes de sécurité à l'Etat congolais. Il est de l'avis d'un grand nombre d'experts que les groupes armés les plus forts et les plus perturbateurs à ce jour dans l'est du Congo sont essentiellement étrangers.

3.1. QUESTION DES FORCES DÉMOCRATIQUES POUR LA LIBÉRATION DU RWANDA (FDLR)

En dépit des opérations menées contre les FDLR, y compris l'opération conjointe Umojawetu par le Rwanda et la RDC, le Président rwandais Paul Kagame déclarait lors de la prestation de serment des nouveaux ministres le Mardi 08 février 2022 que : *“le problème qui nous préoccupe aujourd'hui c'est le problème qui provient de la République Démocratique du Congo, c'est là où nos yeux sont tournés à cause de FDLR et d'autres groupes qui pourraient coaliser avec les ADF pour perturber notre sécurité”*.⁴¹ Paul Kagame déclarait ensuite qu'il y a un temps pour négocier et un temps pour trouver une solution sans demander la permission à qui que ce soit.⁴² Pourtant, en 2009, le Rwanda et la RDC se disaient satisfaits du déroulement des opérations conjointes au Nord-Kivu.⁴³ A la suite de cette opération, l'ancien Président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe sera tenu de démissionner de ses fonctions à cause de ses critiques concernant cette opération militaire Congolo-rwandaise dans l'Est de la République Démocratique du Congo.⁴⁴ Malgré la satisfaction exprimée par les deux Etats, les opérations militaires « Sokola2 » seront lancées par les Forces Armées de la RDC le 29 janvier 2015 contre le même groupe pour leur désarmement forcé.

⁴¹Deutsche Welle, *Quelle capacité de nuisance des FDLR basées en RDC ?* disponible sur <https://www.dw.com>, consulté le 02 mai 2022

⁴²Deutsche Welle, *RDC : le risque d'une confrontation entre armées dans l'Est*, disponible sur <https://www.dw.com>, consulté le 02 mai 2022.

⁴³Reliefweb, *RD Congo/Goma : l'opération "Umojawetu" est officiellement terminée*, disponible sur <https://reliefweb.int>, consulté le 02 mai 2022.

⁴⁴Jeune Afrique, *L'Assemblée nationale veut la tête de Vital Kamerhe*, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com>, consulté le 02 mai 2022.

La communauté internationale, pour laquelle mettre fin à la menace des FDLR ne relève pas seulement de la responsabilité de la République Démocratique du Congo,⁴⁵ donne une place de choix à la responsabilité régionale et internationale, et devant lesquelles l'option militaire devient prépondérante. Il n'y a donc pas eu d'autre choix pour la région et pour la communauté internationale que de privilégier l'option militaire contre tous ceux au sein de ce groupe armé, ont refusé de rendre les armes volontairement.⁴⁶ *Ils étaient assez nombreux il y a 7 ans, 7.500 combattants. Et aujourd'hui, ils ne sont plus à en croire toutes les sources fiables, un maximum de 1400 combattants*, déclarait Didier Etumba, alors commandant de la Force terrestre des FARDC lançant les opérations à Béni en 2015. Ce chiffre rapproche l'effectif de 1.000 et 2.500 éléments, faisait de ce groupe armé plusieurs fois plus grand que tout autre groupe dans l'Est de la RDC.⁴⁷

Ce groupe armé étranger, qui était de loin le plus grand groupe, à la fois en termes du nombre des éléments et de la répartition géographique, reste encore une préoccupation pour la RDC, particulièrement pour le Nord et le Sud-Kivu sept ans après le lancement de ces opérations. Il maintient encore un degré élevé d'influence dans la situation sécuritaire de la RDC, d'où il peut soit seul, soit avec d'autres milices, ou encore avec d'autres complices dans l'administration publique contrôler des parties importantes des territoires de Walikale, Lubero, Rutshuru, Masisi (Nord-Kivu), Uvira, Mwenga et Fizi (Sud-Kivu).

Il reste, cependant, que malgré leur importance, les FDLR ont été incapables de lancer des raids majeurs au Rwanda depuis 2001. Leur importance par rapport au Rwanda est donc plus symbolique, alors que beaucoup de leurs dirigeants étaient membres de l'armée rwandaise à l'époque du Président Juvénal Habyarimana et avaient joué à un rôle important dans le génocide de 1994. Dans les années 1994, le Rwanda n'avait cessé de faire mention d'infiltrations et d'incursions militaires de la part des éléments des ex-FAR et (d'anciens) Interahamwe mettant en vue l'objectif de déstabiliser la région ouest de ce pays. Le régime en place au Rwanda s'est toujours défendu d'empêcher les réfugiés qui avaient fui du Rwanda et les combattants de l'ancien régime de se reconstituer militairement et de poser un danger sérieux au régime de Kigali. Ce dernier réalise en RDC bon nombre d'opérations sont taxées d'illégales par les experts de l'ONU, peut-on lire dans un rapport publié le 23 décembre 2020 : « *De fin 2019 à début octobre 2020, des membres*

⁴⁵Joseph Tshimanga/MONUSCO, *Dans les Grands Lacs, Les Envoyés spéciaux appellent à des actions militaires décisives contre les FDLR*, Echos de la Monusco, Volume VII, N°41, Janvier 2015, p.9.

⁴⁶Idem.

⁴⁷Jason K. Stearns et Christophe Vogel, *Cartographie des groupes dans l'Est du Congo. Groupe d'étude sur le Congo*, Centre de Coopération Internationale, Décembre 2015, P.4.

des Forces de défense rwandaises étaient présents dans le Nord-Kivu d'où ils menaient des opérations en violation du régime des sanctions.⁴⁸

3.2. ENIGME DES FORCES ALLIÉES DÉMOCRATIQUES OUGANDAISES, ADF

Ce groupe armé aujourd'hui annoncé de petite taille, ne dépassant pas 750 hommes avant la disparition de feu Colonel Mamadou Ndala et 300 hommes quand feu Général Bahuma prenait le commandement,⁴⁹ les ADF au regard du gouvernement congolais et ceux Etats de la région, et « Présomés ADF »⁵⁰ pour certains auteurs, ont pourtant été un acteur clé dans une série de massacres autour de Beni dans la Province du Nord-Kivu, faisant sans doute les pires violences que le pays ait connues depuis une décennie.

A titre informatif, la rébellion a des origines lointaines en lien avec la secte Tabligh, née dans une Inde sous domination britannique.⁵¹ En Ouganda, cette rébellion est très active après la chute du Président Idi Amin Dada en 1979. Elle compte 265 islamistes radicaux, dont 15 étaient des femmes. Leur guérilla fut lancée à Buseruka, en district d'Hoima, à l'ouest de l'Ouganda. L'idée étant d'attaquer les stations de police afin d'acquérir plus d'armes. Avec 16 fusils au départ gardés dans des maisons privées et dans les majsids de Nakasero à Kampala, le mouvement reçoit plus tard l'aide financière de l'Arabie saoudite.⁵²

Les forces gouvernementales ougandaises attaquèrent le campement cette rébellion à Buseruka. Certains furent arrêtés, d'autres tués du fait de leur résistance à être désarmés. Un groupe de 45, soit 17% des effectifs, se sauva vers le port de Ntoroko et monta à bord de pirogues pour fuir au Zaïre (RDC aujourd'hui).⁵³ Ces rebelles se sont installés en RDC, pour échapper au gouvernement Ougandais qui ne tolérerait jamais une aventure rebelle sur son territoire.

Sa branche NALU, dont la vocation était de libérer l'Ouganda du régime de Yoweri Musevenia complètement disparu en 2007 lorsque ses hommes se sont rendus.

⁴⁸Rtbf, « *L'armée rwandaise mène des opérations illégales en République démocratique du Congo, selon des experts de l'ONU* », disponible sur <https://www.rtf.be>, consulté le 25 avril 2022.

⁴⁹Boniface Musavuli, *Les opérations militaires Sukola 1 et 2 aux Kivu et les enjeux géopolitiques latents*, disponible sur www.afridesk.org, consulté le 02 mai 2022.

Le Ministre Congolais de la Défense Nationale et Anciens Combattants, dans une publication datant du 24 avril 2022, annonçait que leur effectif actuel s'élevait à plus ou moins 100 combattants, 40 femmes et une vingtaine d'enfants, et parmi eux quelques étrangers dont deux somaliens. Lire *les ADF : seulement un effectif de 100 combattants épuisés* ! disponible sur <https://lequotidien.cd>.

⁵⁰Idem.

⁵¹Tv5 Monde, *En RDC, qui est la rébellion ADF qui sévit dans la région de Beni ?* disponible sur www.information.tv5monde.com, consulté le 02 mai 2022.

⁵²Idem.

⁵³Jean-Bosco Jaribu Muliwavyo, *Gouvernance sécuritaire antagonique et violence des forces démocratiques alliées dans la Région de Ruwenzori*, Thèse en SPA, FSSAP, UNIKIS, 2020-2021, inédit, P. 62.

Ce groupe a réussi de construire des réseaux considérables, tissant des forts liens étrangers comme ce fut le cas des rapprochements entre ADF et groupe Etat islamique,⁵⁴ desquels rapprochements le principal auteur sera Musa Baluku le chef de ce groupe armé qui aura remplacé Jamil Mukulu arrêté en 2015 en Tanzanie. A l'intérieur du Congo où ils se cachent dans plusieurs brousses des villages du territoire de Beni, les ADF y exploitent à la fois le bois et des minerais, de fois de mèche avec des groupes MaïMaï locaux, voir avec quelques des officiers de l'armée congolaise, les FARDC comme l'on démontré plusieurs rapports des Nations unies.

Si les opérations dites « Sokola 1 » ont été lancées par la RDC en janvier 2014 contre ce groupe armé sur fond de 700 civils tués à Béni au Nord-Kivu, il reste qu'aujourd'hui cette menace reste loin d'être vaincu malgré la prise par la RDC d'une mesure instaurant l'état de siège dans les Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri,⁵⁵ ainsi que l'autorisation par elle à l'armée ougandaise à combattre les rebelles d'ADF sur son territoire,⁵⁶ après l'annonce des attentats sur le sol ougandais le 16 novembre 2021 et revendiqué par l'Etat islamique précisant dans leur communiqué que les attaquants étaient tous des soldats ougandais de son soi-disant califat.⁵⁷

Selon les rapports officiels ces attentats perpétrés le 16 novembre 2021 en Ouganda, où trois kamikazes se sont fait explosé, avaient tué au moins quatre personnes,⁵⁸ et seront l'argument pour le Gouvernement ougandais à franchir les frontières de la RDC en fin de les traquer.

Cette rébellion connaît une dimension régionale suite à la participation à son sein des combattants étrangers pour ne citer que des citoyens venus notamment de la Tanzanie, du Burundi et du Kenya, ces derniers apportant leur apport dans la fabrication des explosifs.⁵⁹

3.3.LES BURUNDAIS DU FNL ET RED TABARA DANS LE SUD-KIVU EN RDC

A part les FDLR et d'autres groupes actifs dans cette Province, deux autres groupes armés étrangers continuent d'opérer dans cette partie du territoire congolais. Il s'agit des

⁵⁴Tv5 Monde, *En RDC, qui est la rébellion ADF qui sévit dans la région de Beni ?* disponible sur www.information.tv5monde.com, consulté le 02 mai 2022.

⁵⁵Anadolu Agency, *RDC : Entrée en vigueur de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Sur fond de protestations*, disponible sur <https://www.aa.com.tr>, consulté le 03 mai 2022.

⁵⁶France24, *La RDC autorise l'armée ougandaise à combattre les rebelles d'ADF sur son territoire*, disponible sur <https://www.france24.com>, consulté le 03 mai 2022.

⁵⁷Dino Mahtani, *Les attentats de Kampala et leurs implications régionales*, disponible sur <https://www.crisisgroup.org>, consulté le 03 mai 2022.

⁵⁸British Broadcasting Corporation, *« Pourquoi les troupes ougandaises sont entrées une nouvelle fois en RD Congo »*, disponible sur <https://www.bbc.com>, consulté le 23 avril 2022.

⁵⁹Actualié.cd, *« Les combattants ADF Kenyans, Burundais et Tanzaniens ont permis le progrès dans la fabrication des explosifs à Beni »*, disponible sur <https://www.actualité.cd>, consulté le 30 avril 2022.

Forces Nationales de Libération(FNL) dirigé par Aloise Nzabampema et le RED-Tabara, Mouvement de la résistance pour un État de droit.

Selon un rapport du groupe d'experts des Nations-Unies pour la RDC, ce dernier groupe a bénéficié du soutien du Rwanda, en 2015 et en 2016.⁶⁰

Considéré aujourd'hui comme le plus actif des groupes rebelles burundais, le RED-Tabara, dont la base arrière est dans l'est de la RDC, est accusé d'une série d'attaques au Burundi depuis 2015.⁶¹ Installé sur les hauts-plateaux du Sud-Kivu et dans la plaine de la Ruzizi, qui sert de frontière entre la RDC et le Burundi, ce groupe a mené plusieurs actions au Burundi comme le bombardement de l'aéroport de Bujumbura en septembre 2021.

De leur côté, les FNL Nzabampema constituaient un groupe marginal jusqu'aujourd'hui. Ce groupe armé hutu avait été plus actif pendant la guerre civile burundaise (1993-2005) période au cours de laquelle elle était considérée comme principale rébellion burundaise présente dans l'Est de la RDC. Ils sont, pour le moment, beaucoup plus impliqués dans le vol de bétail et les raids transfrontaliers à partir de leur base dans la plaine de la Ruzizi⁶². Annoncé avoir été délogé⁶³ des fiefs qu'ils occupaient à l'est de la République démocratique du Congo, ces rebelles, continuent de tendre des embuscades à la population, de mener des attaques meurtrières contre l'armée loyaliste causant des morts derrière eux. Pour traquer ces rebelles, l'armée burundaise coalisent avec l'armée Congolaise de manière officieuse, comme on peut le lire dans l'article de la presse burundaise paru le 21 avril 2012 intitulé « *Les FARDC et la FDN : à la traque des FNL au Congo* ». ⁶⁴

Début octobre 2020, le Burundi avait boycotté un sommet régional des chefs d'États de la région, préférant traiter des questions sécuritaires en bilatéral avec la RDC et dénonçant l'hypocrisie du Rwanda.

3.4.DE LA DÉFAITE À LA RESURGENCE DU M23

Le M23 est un groupe armé en majorité composé d'ex-rebelles du CNDP réintégrés dans l'armée congolaise à la suite d'un accord de paix signé le 23 mars 2009 avec Kinshasa. Ils se sont ensuite mutinés en avril 2012. Leur nom provient des accords du

⁶⁰Pierre Boisselet, *Le Burundi au Sud-Kivu : l'autre opération étrangère en RDC*, disponible sur <https://www.7sur7.cd>, consulté le 03 mai 2022.

⁶¹Le Monde avec AFP, *Des militaires burundais signalés dans l'est de la République démocratique du Congo*, disponible sur <https://www.lemonde.fr>, consulté le 03 mai 2022.

⁶²Idem, P.5.

⁶³La Libre Afrique, *Burundi: les rebelles burundais du FNL délogés du Congo*, disponible sur <https://afrique.lalibre.be>, consulté le 03 mai 2022.

⁶⁴Iwacu, *les FARDC et les FDN : à la traque des FNL au Congo*, disponible sur <https://www.iwacu-burundi.org>, consulté le 25 avril 2022.

23 mars 2009, car les membres considèrent que le gouvernement congolais n'a pas respecté les dispositions convenues de ces accords.

Brandissant les revendications y afférentes, le M23 mènera une guerre à la République jusqu'à occuper un vaste territoire dans le sud de la province du Nord-Kivu, ainsi que la Ville de Goma le 20 novembre 2012,⁶⁵ avant de s'en retirer après un nouvel accord avec le gouvernement qui l'obligeait de se retirer à 20 kilomètres de la ville,⁶⁶ mais de se positionner tout autour de la ville et dans les collines.

L'opération militaire « Pomme orange » qui sera menée contre ce groupe rebelle quelques mois après leur retrait, durera entre le 25 octobre 2013 au 5 novembre de la même année, et se soldera par un réel succès. Présentant le bilan en tant que commandant des opérations, le 24 novembre 2013, date initialement prévu pour la fin de l'opération, le feu Général Bauma fera mention de 543 rendus, parmi lesquels 72 rwandais et 28 ougandais.⁶⁷ Toujours d'après lui, certains combattants du M23 avaient pris fuite en direction de l'Ouganda et du Rwanda.⁶⁸

Le M23 est accusé de nombreuses violences contre les populations civiles, par des ONG, par le tribunal pénal international et par le gouvernement américain. Dans un rapport publié par les Nations unies, ces derniers accusaient le gouvernement Rwandais de soutenir le M23 en fournissant les armes lourdes et en intensifiant le recrutement de la milice, ce qui suppose que la chaîne de commandement du M23 est de facto en contact avec le Ministre Rwandais de la défense.⁶⁹

Malgré le débat sur de la dénomination du document lors de la rencontre à Nairobi entre le Gouvernement congolais et ce groupe rebelle après cette victoire, le gouvernement voulant d'un simple communiqué pendant que la rébellion faisait prévaloir le terme d'accord de paix, trois documents seront assortis réaffirmant la dissolution du M23 en tant que groupe armé et précisent les modalités de la démobilisation ainsi que la renonciation de ses membres à la violence pour faire valoir leurs droits.

« Il n'y a pas d'amnistie générale. Ceux qui sont présumés s'être comportés de façon criminelle sur le plan du droit international, avoir commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ne seront pas réinsérés dans la société », avait souligné à l'époque le porte-parole du gouvernement de la RDC, Lambert Mende.

⁶⁵Le Monde, *La chute de Goma confirmée*, disponible sur <https://www.lemonde.fr>, consulté le 03 mai 2022

⁶⁶Edith Bouvier, *Le M23 se retire de Goma... et l'encercle étroitement*, disponible sur <https://www.lefigaro.fr>, consulté le 03 mai 2022.

⁶⁷RADIO OKAPI, *RDC: plus de 900 morts dans les derniers combats entre FARDC et M23*, disponible sur <https://www.radiookapi.net>, consulté le 03 mai 2022.

⁶⁸Idem.

⁶⁹BBC, *un nouveau rapport onusien accuse Kigali*, disponible sur <https://www.bbc.com>, consulté le 25 avril 2022 ;

Huit ans plus tard après leur défaite, à quelques jours de l'entrée de la RDC dans la CAE sous Félix Tshisekedi, dans les nuits du 27 au 28 mars 2022, les rebelles de ce même groupe armé ont attaqué les positions des FARDC en territoire de Rutshuru dans les villages se trouvant à frontière avec le Rwanda entraînant des dégâts collatéraux et le déplacement massifs de la population dans des villages proches et d'autres vers l'Ouganda.

Le gouverneur militaire du Nord-Kivu s'exprimant devant la presse locale a soutenu que le M23 aurait bénéficié au cours de ces attaques, du soutien des Forces de défense du Rwanda (RDF)⁷⁰.

Quelques jours qui ont suivi l'entrée de la RDC dans la CAE, le gouvernement congolais a entamé des consultations à Nairobi avec les groupes armés opérant à l'Est de la RDC, sous les bons offices du Kenya et son Président kenyan Uhuru Kenyatta. L'objectif étant de tenter une nouvelle issue à la persistance de cette crise.

A y voir de plus près, les revendications souvent multiples et complexes sont si loin d'apporter la paix en RDC. En effet, la confusion entretenue caractérise les enjeux dans cette guerre du Congo. Le flou a été notamment observé par l'inconstance des principaux acteurs, dont les préoccupations ont été affichées tantôt comme un souci de partage du pouvoir, tantôt comme une poussée identitaire, tantôt comme un projet de sécession, voire de rattachement au Rwanda, tantôt comme un souci ou une occasion d'accéder anarchiquement aux ressources pour des affaires juteuses, ou comme un souci de maintenir une portion du territoire hors du contrôle gouvernemental congolais. Le flou qui entoure ces enjeux, apparemment liés, rend difficile la recherche des causes et des solutions au conflit.⁷¹

3.5.LE PROBLÈME DES ÉLEVEURS MBORORO DANS LE NORD DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Les Mbororos appartiennent au groupe des Peuls ou des Fulani, l'un des plus importants groupes ethniques d'Afrique occidentale. Ils vivent dans au moins 18 États notamment le Nigeria, le Niger, la Guinée, le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, la République Centrafricaine, Cameroun, Soudan, Soudan du Sud, etc. Avec la RDC, le Soudan du sud partage la frontière avec précisément la Province congolaise du Haut-Uélé dans laquelle ces groupes ethniques sont aussi une milice. Ils opèrent dans cette la partie orientale du Congo faisant des incursions en éleveurs nomades. Ces éleveurs nomades, en transhumance avec un cheptel imposant en provenance de ces régions sahéliennes via la Centrafrique, sont à la base de la prolifération des armes légères et de petit calibre

⁷⁰ADIAC, « *Attaque de Rutshuru par le M23 : une nouvelle tension diplomatique entre la RDC et le Rwanda* », disponible sur <https://www.adiac-congo.com>, consulté le 25 avril 2022.

⁷¹Nzereka Mughendi N. « *Guerres récurrentes en République démocratique du Congo, entre fatalité et responsabilité* », L'harmattan, Paris, 2010, P.57.

(ALPC)⁷², dont les conséquences sont lourdes sur la sécurité du pays. Là encore, dans le territoire de Ango, des hommes armés identifiés comme des rebelles ougandais de la Lord Resistance Army se confrontent avec des éleveurs Mbororo. Il ne fait nul doute qu'en RDC comme ailleurs en Afrique, ces armes constituent une des sources d'insécurité importantes. A Ango, des incursions répétées des soldats de l'armée populaire de libération du Soudan (APLS) étaient déjà dénoncés par la population, en avril 2020, accusant l'absence de l'Etat.⁷³

CONCLUSION

Cette analyse scrute les enjeux sécuritaires de la République Démocratique du Congo à l'heure de l'élargissement de la Communauté des États d'Afrique de l'Est à ce pays. Elle a cherché à présenter les questions sécuritaires que la RDC mettrait en ordre de priorités dans sa participation dans cette communauté, la CAE.

Au moment où ce pays vient d'intégrer la CEA, elle connaît d'importants défis sur le plan sécuritaires, impliquant ses voisins qu'elle vient de rejoindre de la CAE. Lors du conclave des Chefs d'États qui s'est tenu à Nairobi quelques jours après l'admission de la République Démocratique du Congo dans cette communauté, il est apparu clairement que le besoin premier de la RDC était la sécurité. Du fait de la persistance des activités des groupes armés principalement étrangers sur le territoire congolais, pour ne citer que les ADF, FDLR, MBORORO, FNL et RED TABARA,... les enjeux sécuritaires pour le pays restent une priorité laquelle cet Etat devrait faire prévaloir au sein de la CAE.

Vu la nature des États membres de cette communauté qui renvoie au bellicisme dans la région, les chances pour la paix y sont réduites, à moins que les membres de cette communauté fassent de la sécurité de tous comme un objectif commun ; une ambition semble difficile à la lecture réaliste des relations internationales qui soutiennent que chaque État devrait poursuivre ses propres intérêts qui t'à les défendre par tous les moyens, et particulièrement par la guerre.

Dans cet environnement, la politique étrangère de la RDC s'est aussi révélée, si pas inadéquate avec ses intérêts nationaux, du moins en écart avec l'adaptation aux enjeux fluctuants de l'environnement extérieur. C'est dans ce climat, que la RDC adhère à l'East African Community sans définitions des plans stratégiques pour capitaliser sa présence dans cette organisation pleine d'ennemis que d'alliés et poursuivant des intérêts divergeant. Pour rappel, la République Démocratique du Congo est membre de plusieurs organisations Internationales, avec les mêmes pays qui soutiennent de près ou

⁷²Adolphe Agenonga Chober, *La transhumance des éleveurs Mbororo et l'insécurité en RDC : quelles leçons sécuritaires face aux flux transnationaux*, ThinkingAfrica, Note d'Analyse politique, Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix, NAP N°42, Juillet 2016.

⁷³DW, *Incursions de l'armée du Soudan du Sud dans l'est de la RDC*, disponible sur www.dw.com, consulté le 03 mai 2022.

de loin les groupes armés présents sur son sol malgré les efforts fournis par la RDC pour que cesse ces conflits.

La République Démocratique du Congo ne sortira gagnante sur le plan sécuritaire que si et seulement si les acteurs du système, les Etats membres de la CAE, ayant des liens avec les groupes armés actifs dans la partie Est de la RDC, démontrent un intérêt sincère et réel à voir la partie Est de cette dernière pacifiée. Le comportement et la dynamique des éléments de ce système sont loin d'aller dans ce sens à privilégier la sécurité commune au-delà des intérêts individuels.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

MUHINDO MUGHANDA, *Théories des relations internationales*, Presses universitaires de Ruwenzori,

NZEREKA MUGHENDI N. « Guerres récurrentes en République démocratique du Congo, entre fatalité et responsabilité », L'harmattan, Paris, 2010

Thèse

JARIBU MULIWAVYO J., *Gouvernance sécuritaire antagonique et violence des forces démocratiques alliées dans la Région de Ruwenzori*, Thèse en SPA, FSSAP, UNIKIS, inédit, 2021

Rapports

AURORE CAMBIEN, *Une introduction à l'approche systémique : appréhender la complexité*. [Rapport de recherche] Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU). 2008

Nations unies, *Kofi Annan appelle les dirigeants africains à continuer à progresser, en donnant une importance égale au développement, à la sécurité et aux droits de l'homme*, disponible sur <https://www.un.org>, consulté le 25 avril 2022

Nations unies, *Rapport final du groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*, New York, 13 février 2008, S/2008/43

Nations Unies, le Rapport Mapping, disponible sur : https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/CD/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf , consulté le 28 avril 2022

Articles scientifiques

Adolphe Agenonga Chober, *La transhumance des éleveurs Mbororo et l'insécurité en RDC : quelles leçons sécuritaires face aux flux transnationaux : ThinkingAfrica, Note d'Analyse politique*, Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix, NAP N°42, Juillet 2016

Jason K. Stearns et Christophe Vogel, *Cartographie des groupes dans l'Est du Congo. Groupe d'étude sur le Congo*, Centre de Coopération Internationale, Décembre 2015

Pierre Jacquemot, *Le Rwanda et la République Démocratique du Congo. David et Goliath dans les grands lacs*, Revue Internationale Stratégique, n°95, 2014/3

Articles de presse

Mike Hammer, *L'intégration de la RDC à l'EAC peut aider à faire avancer la paix à l'Est du pays*, disponible sur <https://actualite.cd/2022/04/20/lintegration-de-la-rdc-leac-peut-aider-faire-avancer-la-paix-lest-du-pays-affirme-mike>, consulté le 22 avril 2022

Emmanuel Lubala, *Les interventions militaires étrangères au Kivu : prévention du génocide ou voie de puissance ?* in *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2000-2001*, sous dir. S. Marysse et F. Reyntjens, L'Harmattan, Paris, 1998

Le Hautpanel, *La RDC intègre officiellement la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)*, disponible sur <https://www.lehautpanel.com>, consulté le 22 avril 2022

MoutiouAdjibiNourou, *La Tanzanie signe un accord avec le Burundi pour construire une ligne ferroviaire inter-Etat de 282 km*, disponible sur <https://www.agenceecofin.com>, consulté le 24 avril 2022

MélanceManiragaba, *Corridor central : Vers la construction du chemin de fer reliant le Burundi à la RDC*, disponible sur <http://burundi-eco.com>, consulté le 25 avril 2022

BBC NEWS AFRIQUE, *Une voie ferrée entre la Tanzanie et le Rwanda*, disponible sur <https://www.bbc.com>, consulté le 25 avril 2022

Beni Muwawa, *Le Président Tshisekedi formalisera au Kenya l'adhésion de la RDC à la Communauté d'Afrique de l'Est*, disponible sur <https://www.agenceecofin.com>, consulté le 25 avril 2022

Site web officiel de l'East African Community, <https://www.eac.int/eac-history>, consulté le 1er avril 2020

Organe de la Communauté de l'Afrique de l'Est, disponible sur <https://www.eac.int/eac-organs>, consulté le 25 avril 2022.

Les institutions de la Communauté de l'Afrique de l'Est, disponible sur <https://www.eac.int/eac-institutions>, consulté le 24 avril 2022.

La Commission du Bassin du Lac Victoria, disponible sur le site officiel de l'institution au <https://www.lvbcom.org>, consulté le 24 avril 2022.

Organisation des Nations Unies, le Rapport Mapping, disponible sur : https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/CD/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf, consulté le 28 avril 2022.

Conflit en RDC : la CIJ ordonne à l'Ouganda de payer 325 millions de dollars pour l'occupation de la RD Congo, disponible sur <https://www.bbc.com/afrique/region>, consulté le 24 avril 2022

THE FOREIGN ARMED GROUPS, disponible sur <https://monusco.unmissions.org/en/foreign-armed-groups>, consulté le 24 avril 2022

Le Rwanda va rouvrir sa frontière terrestre avec l'Ouganda fermée depuis 2019, disponible sur consulté le 24 avril 2022

RTBF, « *L'armée rwandaise mène des opérations illégales en République démocratique du Congo, selon des experts de l'ONU* », disponible sur <https://www.rtb.be>, consulté le 25 avril 2022.

BBC, « *Pourquoi les troupes ougandaises sont entrées une nouvelle fois en RD Congo* », disponible sur <https://www.bbc.com>, consulté le 23 avril 2022.

Actualié.cd, « *Les combattants ADF Kenyans, Burundais et Tanzaniens ont permis le progrès dans la fabrication des explosifs à Béni* », disponible sur <https://www.actualité.cd>, consulté le 30 avril 2022.

Iwacu, *les FARDC et les FDN : à la traque des FNL au Congo*, disponible sur <https://www.iwacu-burundi.org>, consulté le 25 avril 2022

BBC, *un nouveau rapport onusien accuse Kigali*, disponible sur <https://www.bbc.com>, consulté 25 avril 2022.

ADIAC, « *Attaque de Rutshuru par le M23 : une nouvelle tension diplomatique entre la RDC et le Rwanda* », disponible sur <https://www.adiac-congo.com>, consulté le 25 avril 2022.

Communauté de l'Afrique de l'Est, *Historique de la Communauté de l'Afrique de l'Est*, disponible sur <https://www.eac.int/eac-history>, consulté le 1er avril 2020.

Communauté de l'Afrique de l'Est, *Organe de la Communauté de l'Afrique de l'Est*, disponible sur <https://www.eac.int/eac-organs>, consulté le 25 avril 2022.

Communauté de l'Afrique de l'Est, *Institutions de la Communauté de l'Afrique de l'Est*, disponible sur <https://www.eac.int/eac-institutions>, consulté le 24 avril 2022.

La Commission du Bassin du Lac Victoria, disponible sur le site officiel de l'institution au <https://www.lvbcom.org>, consulté le 24 avril 2022.

BBC, *Conflit en RDC : la CIJ ordonne à l'Ouganda de payer 325 millions de dollars pour l'occupation de la RD Congo*, disponible sur <https://www.bbc.com/afrique/region>, consulté le 28 avril 2022.

MONUSCO, *The Foreign Armed Groups*, disponible sur <https://monusco.unmissions.org/en/foreign-armed-groups>, consulté le 29 avril 2022.

Le Monde, *le Rwanda va rouvrir sa frontière terrestre avec l'Ouganda fermée depuis 2019*, consulté le 28 avril 2022.

Banque Mondiale, *Les données relatives à Burundi, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Rwanda, Congo, République démocratique du, Soudan du Sud*, disponible sur <https://donnees.banquemondiale.org>, consulté le 23 avril 2022.

Banque Mondiale, *Armed forces personnel*, disponible sur, consulté le 30 avril 2022.

Banque Mondiale, *Rwanda*, disponible sur <https://data.worldbank.org/country/rwanda>, consulté le 27 avril 2022

Ministry of Defence and Veteran Affairs, *Uganda People's Defense Forces (UPDF)*, disponible sur <http://www.defence.go.ug/updf>, consulté le 30 avril 2022.

Global Fire Power, *2022 Military Strength Ranking*, disponible sur <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>, consulté le 30 avril 2022.